



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau, nature et biodiversité
Unité de gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement
Installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DU – 2 JUIN 2022

**visant à autoriser l'expérimentation d'un bridage dynamique sur le parc éolien de BEGANNE
composé de 4 éoliennes et exploité par la société BEGAWATTS SAS**

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du 19 mai 2021 nommant M. Joël MATHURIN, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne abrogeant l'arrêté du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2021 visant à préciser le fonctionnement du parc éolien de Béganne composé de 4 éoliennes, exploité par la société BÉGAWATTS SAS, au regard de la protection des chiroptères/avifaune ;

Vu le récépissé d'antériorité délivré à la société BÉGAWATTS SAS le 21 septembre 2012 actant de l'exploitation d'un parc éolien situé dans la commune de BÉGANNE composé de 4 éoliennes ;

Vu la lettre de la société BÉGAWATTS SAS du 07 mars 2022 sollicitant la possibilité d'expérimenter le dispositif « Probat » de la société Sens Of Life ;

Vu le courrier de réponse du préfet du Morbihan le 11 avril 2022 ;

Vu le rapport de suivi environnemental portant sur l'année 2021 produit par la société SYNERGIE et transmis par la société BÉGAWATTS SAS le 11 avril 2022 ;

Vu la lettre d'envoi et d'engagement de la société BÉGAWATTS SAS du 08 avril 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 10 mai 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 12 mai 2022, pour observations éventuelles ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel du 23 mai 2022 ;

Considérant l'absence de mesures de réduction prescrites dans l'arrêté d'autorisation obtenu par antériorité ;

Considérant qu'aucune demande de dérogation relative aux espèces protégées n'a été instruite ;

Considérant que la commune de Béganne fait partie intégrante du site Natura 2000 FR5302001 - CHIROPTÈRES DU MORBIHAN ;

Considérant que la Pipistrelle de Nathusius et la Pipistrelle commune figurent sur la liste rouge de la faune menacée de France métropolitaine, où elles ont le statut d'espèces quasi menacées (NT) ;

Considérant que ces espèces ont été identifiées comme prioritaires dans le plan national d'actions 2016-2025 en faveur des chiroptères, élaboré en application de l'article L.411-3 du code de l'environnement, ce qui signifie qu'elles figurent parmi les plus vulnérables en France ; et que ces deux espèces sont parmi les plus sensibles lors de l'implantation d'éoliennes et présentent de hauts risques de mortalité par collision et barotraumatisme ;

Considérant que toute mortalité d'espèce menacée, ou mortalité massive d'une espèce protégée, sont à considérer comme un accident au sens de l'article R.512-69 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code, en précisant notamment, les mesures prises pour éviter un accident similaire ;

Considérant la mortalité d'une Pipistrelle de Nathusius, gestante, survenue le 14 juin 2021 ;

Considérant que la mise en place d'un plan de gestion spécifique est nécessaire à réduire les impacts sur les espèces protégées, notamment sur l'avifaune et les chiroptères ;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2021 susvisé précise le fonctionnement du parc éolien de Béganne composé de 4 éoliennes et exploité par la société BÉGAWATTS SAS, au regard de la protection des chiroptères/avifaune ;

Considérant que le rapport de suivi environnemental du parc de Béganne sur l'année 2021 conclut à la nécessité de poursuivre et renforcer ces mesures de réduction visant à protéger les chiroptères au moyen d'un bridage conditionnel ou par la mise en place de la solution ProBat de Sens Of Life, système de bridage dynamique ;

Considérant les engagements pris par le pétitionnaire dans son courrier du 08 avril 2022, notamment de réaliser un suivi d'activité mortalité sur la saison 2022 afin de juger de la pertinence du choix de la solution du bridage dynamique ;

Considérant la nécessité de réaliser des mesures de suivi de l'activité des chiroptères et de l'avifaune afin de s'assurer de l'absence d'impact et de l'efficacité de la solution retenue ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2021 pour permettre la mise en place de la solution ProBat de Sens Of Life, système de bridage dynamique ;

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être maintenue que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article R.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement et de s'en assurer ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la CDNPS (Commission départementale de la nature, des paysages et des sites) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 – Domaine d'application

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2021 sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté tient lieu d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.181-2° du code de l'environnement.

Il porte particulièrement sur l'expérimentation d'un dispositif de bridage dynamique sur le parc éolien de Béganne.

Afin de s'assurer du bon déroulement de cette expérimentation le bénéficiaire de l'autorisation s'assure de la coordination des acteurs qui concourent à l'expérience. Pour ce faire il leur communique une copie du présent arrêté dont ils devront disposer en cas de contrôle.

ARTICLE 2 – Bénéficiaire de l'autorisation

La société SAS BÉGAWATTS, dont le siège social est situé 7 rue Saint Conwoïon - 35600 REDON, est autorisée à exploiter le parc éolien de BÉGANNE sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	<ul style="list-style-type: none">x 4 éoliennes de type "SEVION MM 92"<ul style="list-style-type: none">x puissance unitaire : 2 MWx hauteur totale : 144,89 mètres ;x hauteur du mât+ nacelle : 98,7 mètres.x Puissance totale du parc : 8 MW	A (6 km)

A : installation soumise à autorisation

ARTICLE 4 – Détail des installations concernées par l'autorisation

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installations	Coordonnées WGS 84		Communes	Parcelles cadastrales (section et n°)
	Longitude	Latitude		
Aérogénérateur n° 1	2° 14' 13,8" O	47° 37' 37,1" N	BEGANNE	ZL 185
Aérogénérateur n° 2	2° 13' 56,2" O	47° 37' 37,0" N	BEGANNE	ZT 295
Aérogénérateur n° 3	2° 13' 39,2" O	47° 37' 34,7" N	BEGANNE	ZT 302
Aérogénérateur n° 4	2° 13' 17,2" O	47° 37' 32,9" N	BEGANNE	ZT 300
Poste de livraison 1 (PDL)	2° 13' 50,9" O	47° 37' 47,4" N	ALLAIRE	ZM 173

ARTICLE 5 – Modalités de mise en œuvre du système de régulation dynamique

L'exploitant met en œuvre un système de régulation nocturne automatisée des éoliennes combinant une approche prédictive et une mesure en temps réel de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle :

- dispositif ProBat de la société Sens Of Life.

L'objectif de ce dispositif est de cibler la période de régulation nocturne sur les plages d'activité effective des chiroptères.

Le système est opérationnel du 01 avril au 01 novembre dans les conditions définies ci dessous :

- deux éoliennes présentant des habitats différents seront équipées de trackbat. L'activité mesurée au niveau du rotor de ces éoliennes par le système permettra de réguler le fonctionnement des quatre éoliennes constituant le parc ;
- le système est en fonction d'une heure avant le coucher du soleil à une heure après le lever du soleil, quels que soient les paramètres de vent et de température ;
- l'activation du dispositif 1 heure avant le coucher du soleil doit permettre d'enclencher un arrêt dès les 6 premières minutes positives cumulées ;
- les sons détectés par l'enregistreur en nacelle sont analysés automatiquement en temps réel ;
- les deux éoliennes pilotées par le même trackbat sont mises à l'arrêt si durant les 60 dernières minutes, au moins 6 minutes positives, différentes, et pas nécessairement à la suite, ont été enregistrées ;
- les éoliennes restent à l'arrêt durant 30 minutes dès lors que cette condition cumulative reste positive sur la dernière heure.

L'objectif de préservation de l'activité des chiroptères minimal à atteindre est de 90 %.

En cas de défaillance du système, l'exploitant du système doit être alerté automatiquement et le dispositif visant à la protection des chiroptères doit basculer dans les plus brefs délais sur un mode de bridage conditionnel préprogrammé. L'exploitant devra en parallèle en informer par courriel les services de l'inspection des installations classées.

Les préconisations de bridage définies par le rapport de suivi environnemental de 2021 à mettre en œuvre sont rappelées ci-dessous :

Période	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars	1 ^{er} avril au 30 avril	1 ^{er} mai au 30 mai	1 ^{er} juin au 30 juin	1 ^{er} juillet au 31 octobre	1 ^{er} novembre au 31 décembre
Éolienne	Pas de bridage	Toutes	Toutes	Toutes	Toutes	Pas de bridage
Vent		<4 m/s	<4 m/s	<6 m/s	<7 m/s	
T°		>15°C	>16°C	>16°C	>13°C	
Horaire de mise en application		Les deux premières heures de la nuit	Les trois premières heures de la nuit	Les cinq premières heures de la nuit	-0h30 avant coucher du soleil jusqu'à +0h30 après le lever du soleil	

Le paramètre température sera ramené à > 13° C sur l'ensemble de la saison, afin de s'affranchir de tout risque d'incohérence dans la mesure.

ARTICLE 6 – Modalités de suivi de l'expérimentation

Conformément à sa lettre d'engagement du 08 avril 2022, l'exploitant fera réaliser un suivi de l'impact environnemental du parc éolien de Béganne sur les chiroptères et les oiseaux sur l'année 2022, en utilisant les mesures d'activités des chiroptères en hauteurs produites par les trackbat du dispositif ProBat de la société Sens Of Life, par un bureau d'étude indépendant afin de juger de la pertinence du choix de la solution du bridage dynamique.

L'exploitant doit s'assurer de la bonne communication des données brutes vers le bureau d'étude en charge de la production du rapport de suivi.

Les deux rapports distincts, l'un faisant état du fonctionnement du dispositif de bridage dynamique et l'autre portant sur le suivi environnemental, devront être produits au plus tard le 1^{er} mars 2023.

La transmission de ces rapports devra s'accompagner d'un courrier de l'exploitant s'engageant sur les conclusions qui en sont issues.

Suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères :

Le protocole de suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées au moment de sa réalisation (actuellement dans sa révision de février 2018).

Les éventuels cadavres de chiroptères découverts lors des suivis devront rester sur place pour notamment mesurer leur persistance. L'exploitant devra informer par courriel les services de l'inspection des installations classées de tout cas de mortalité de chiroptère constaté, dans le cadre des suivis ou en dehors, quel que soit le nombre ou l'espèce de chiroptère découvert.

Rapport de suivi environnemental :

Le rapport précisera le mode de fonctionnement en vigueur à chaque période et pour chaque impact significatif constaté et les mesures correctives d'adaptation du plan de bridage à appliquer.

Il devra apporter la justification du nombre de trackers mis en œuvre en fonction de la configuration spatiale du parc.

Il devra conclure sur l'absence d'impact, l'efficacité de la solution de bridage dynamique et préconiser les solutions à mettre en œuvre pour l'année 2023.

Si le suivi révèle que l'impact des éoliennes relève d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

ARTICLE 7 – Publicité – Information des tiers

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BÉGANNE et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8 – Délais et voies de recours

RECOURS CONTENTIEUX

Article L.181-17 du code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L.181-9 et les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R.181-50 du code de l'environnement

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

Article R.181-51 du code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

RÉCLAMATION

Article R.181-52 du code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.

ARTICLE 9 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, et le maire de Béganne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **-2 JUIN 2022**

Le préfet



Joel MATHURIN

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de Béganne
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne - Unité départementale du Morbihan
- M. le directeur de la société BEGAWATTS SAS - 7 rue Saint-Conwoïon 35600 REDON

